



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 162 / 28 juin 89

LE PLAN ECONOMIQUE MENACE

L'opposition, courroie de transmission des Etats-Unis, fait tout ce qu'elle peut pour saboter l'économie.

TROIS GRANDS PROPRIETAIRES EXPROPRIES

Le gouvernement a répondu par la confiscation aux producteurs de café qui sabotent la production.

LE NICARAGUA, UN MODELE POUR L'ARGENTINE ?

La crise économique n'est pas argentine ou nicaraguayenne, elle est latino-américaine. Le Nicaragua a une réponse : concertation, indépendance et unité de l'Amérique latine.

DEMOCRATIE MADE IN USA

La "National Endowment for Democracy" (NED) est un des instruments des Etats-Unis pour défendre dans le monde, et en particulier au Nicaragua, sa conception de la "démocratie". En direct du "monde libre".

FAIRE SORTIR LA DEMOCRATIE DU CERCLE DES PARTIS POLITIQUES

Une entrevue avec Orlando Nuñez. Dans le cadre de la célébration du Xème anniversaire O. Nuñez, directeur du CIERA, nous explique quelle idée sous-tend l'organisation de ce débat.

LES COULEURS DE LA PATRIE POUR UN PLAN ANTI-NATIONAL

Washington montre patte blanche et bleue: c'est le COSEP qui fournit la peinture.

EN BREF :

- RELATIONS ETATS-UNIS NICARAGUA: LE CARDINAL OBANDO PROPOSE COMME MEDiateUR
- MORT DE "COLINA", UN CHEF DE LA CONTRA
- ECHEC D'ALFREDO CESAR A LA REUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
- LE Xème ANNIVERSAIRE SERA UNE DEMONSTRATION DE LA FORCE POPULAIRE
- COLLABORATION ENTRE L'ANN ET "TRINCHERA", LE JOURNAL DU MOUVEMENT SYNDICAL

40 P 11481

LE PLAN ECONOMIQUE MENACE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 19 juin (ANN). Six mois après le début de l'application du programme anti-inflationniste, des facteurs extra-économiques internes et externes le mettent en danger, selon les spécialistes.

En effet, de l'avis des observateurs, s'il est vrai que ces facteurs se manifestent de façons diverses, ils ont cependant une origine commune, qui est la politique d'agression maintenue par les Etats-Unis depuis le début des années 80. Malgré le changement d'Administration à la Maison Blanche, cette ligne n'a pas varié: la Contra est toujours au Honduras, le blocus et l'embargo commercial se poursuivent. A la pression militaire et économique s'ajoutent les destructions directes occasionnées par la Contra et l'attitude anti-patriotique de certains producteurs et chefs d'entreprise pro étatsuniens qui essaient de saboter l'économie.

Les spécialistes estiment que la combinaison de ces éléments extra-économiques expliquent la décision du gouvernement d'aménager le plan économique et de dévaluer la monnaie de 110,5 %.

Cette dernière mesure, qui a fait passer le taux du cordoba de 9'500 à 20'000 pour un dollar, devrait se traduire par une contraction de la demande et permettre de contenir la pression inflationniste qui s'est à nouveau fait sentir au mois de mai.

En effet, après avoir enregistré une baisse continue (126,6 % en décembre, 91,7 % en janvier, 41 % en février, 20 % en mars et 12,6 % en avril), l'indice de l'inflation est remonté à 15,5 % en mai et l'on prévoit qu'il dépassera 20 % en juin. Et il faut rappeler que l'inflation repart traditionnellement en mai et juin, car c'est l'époque où l'on prépare la terre et où l'on sème.

Cependant, profitant des crédits et des facilités bancaires octroyés aux producteurs en ce début de cycle agricole, certains producteurs, qui se sont rangés aux côtés des Etats-Unis dans leur lutte pour détruire la révolution, ont utilisé l'argent obtenu pour spéculer sur le dollar en jouant sur son prix au marché noir et sur le marché parallèle. Ces producteurs, affiliés au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), non seulement n'investissent pas dans leurs propriétés mais en plus avancent toutes sortes d'excuses, comme l'a dénoncé l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), pour refuser de payer des salaires convenables aux ouvriers agricoles, provoquant ainsi le mécontentement social. Aujourd'hui, le taux du dollar sur le marché parallèle est de 25'000 cordobas à l'achat et de 26'250 à la vente, tandis qu'il fluctue entre 27 et 30'000 au marché noir, ce plafond ne pouvant être dépassé à cause de la réduction de la masse monétaire en circulation.

Dans les villes, les chefs d'entreprise du COSEP tentent de boycotter la concertation économique et sociale, qui est l'un des piliers du plan économique, et de créer un climat psychologique négatif pour saper la confiance dans ce plan.

De son côté, le groupement politique d'opposition qui a pris le nom d'*Unité nationale d'opposition* (UNO, ancien "Groupe des Quatorze"), essaie de provoquer des troubles de rue et de pousser certains secteurs à la grève, actions qui ont échoué jusqu'à présent. Le gouvernement a déjà dénoncé le COSEP et le "Groupe des Quatorze", qui ont épousé la cause des Etats-Unis dont le but est de saboter le plan économique et les élections. La Maison Blanche juge comme "un danger pour la sécurité nationale" l'exemple d'un pays qui affronte les problèmes économiques sur la base d'un projet national fondé sur la concertation et recherchant l'indépendance économique et l'unité latino-américaine.

Cependant, la crise oblige les Nicaraguayens à se serrer la ceinture, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur public, où le salaire nominal le plus bas est de 50'000 cordobas, soit 2,5 dollars (note), le salaire nominal moyen de 200'000 cordobas, soit 10 dollars, et le plus élevé (correspondant aux postes de direction) de 500'000 cordobas, soit 25 dollars. Les fonctionnaires ayant des charges qualifiées de "stratégiques" ont un salaire d'environ un million de cordobas, soit 50 dollars.

La situation est meilleure dans les autres secteurs d'activité (production, commerce et service) où les salaires ont été libérés il y a un an.

Le prix du "panier de la ménagère" a augmenté de 130 % depuis janvier et mai et le taux de chômage et de sous-emploi est estimé à 35 % : les conditions d'un fort mécontentement sont réunies. Pourtant, à la différence d'autres pays d'Amérique latine, il n'y a eu aucune explosion sociale. Les spécialistes considèrent que cette situation ne peut s'expliquer que par le niveau de conscience et la maturité atteints par la population en dix ans de révolution et de lutte constante pour survivre à l'agression et à la crise économique profonde dont elle est la principale cause.

Note: Au salaire nominal s'ajoutent diverses primes, sans compter les avantages sociaux comme le "paquet AFA".

TROIS GRANDS PROPRIETAIRES EXPROPRIES

par Ricardo Pino Robles

Managua, 23 juin (ANN). Le gouvernement nicaraguayen a présenté la décision d'exproprier trois grands producteurs de café qui sabotaient la production comme une "mesure de défense de l'économie nationale". La décision a été communiquée le 21 juin par le ministre de l'agriculture Jaime Wheelock. Cette décision a été prise en application de la loi d'utilité publique et d'intérêt social. Elle a touché les producteurs Arnuldo Alemán, Jaime Cuadra et Nicolas Bolaños.

Le ministre a dénoncé devant la presse nationale l'attitude des grands propriétaires sanctionnés : en plus de ne pas investir les fonds attribués par l'Etat pour l'amélioration de la production et de refuser de payer des salaires justes aux ouvriers agricoles, ils ont appelé publiquement à saboter l'économie nationale et à renverser le pouvoir pour former un "gouvernement de salut national".

Les menées de ces producteurs, affiliés au Conseil supérieur de l'entreprise (COSEP) résolument proétatsunien, sont dans la droite ligne de la politique d'agression soutenue par les Etats-Unis. Elles s'intègrent à un vaste plan visant à compromettre le programme économique et le processus électoral.

J. Wheelock a expliqué qu'ils avaient été sanctionnés pour avoir maintenues leurs terres improductives, sans investir pour l'amélioration des plantations et des conditions de travail. Selon le ministre, ils ont "provoqué la rupture du processus de concertation économique et social".

Leur expropriation n'entre pas en contradiction avec l'engagement du gouvernement de ne pas confisquer de propriétés pour résoudre le problème des paysans qui n'ont pas encore de terres. Au début de cette année, le gouvernement s'est engagé à ne pas recourir aux expropriations pour satisfaire aux demandes de terres des paysans. Il a décidé d'adopter d'autres solutions, telles que la création d'un fonds de terres et la distribution de terres vierges.

La réforme agraire impulsée dès le triomphe a réduit la propriété latifundiste de 36 % à 9 %. L'Etat possède 13,3 % des terres cultivées et les coopératives 22 %. Dans un premier temps, 80'000 familles, puis 36'000 autres ont reçu des titres de propriétés, ce qui fait qu'au total 116'000 familles ont bénéficié de la réforme agraire. On estime que 40'000 familles vivent encore sur des terres infertiles, arides, dans les zones sèches du nord et du centre du pays et réclament des terres productives, demande qui s'ajoute à celle des ouvriers agricoles saisonniers de la frange pacifique.

C'est cette situation qu'a abordée cette semaine Daniel Ortega, après que l'Association des travailleurs de la campagne (ATC) a lancé l'avertissement que "si certains gens refusent de produire, les bras ne manquent pas pour travailler leurs terres".

Ce sabotage dans un secteur qui occupe le premier rang des exportations, le café, se produit à un moment où on évalue que la récolte de cette année pourrait être supérieure à 46'000 tonnes et récupérer un bon niveau de production. Selon certains producteurs affiliés à l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), la plus importante organisation paysanne avec ses 125'000 membres, l'appel au sabotage de la production est plus condamnable encore si l'on considère la crise actuelle du marché international du café. Ils ajoutent que si "l'accord qui régle le commerce mondial du café est reconduit pour un an, le Nicaragua doit augmenter sa production et récupérer ses anciens niveaux de production afin de maintenir son quota d'exportation au sein de l'Organisation internationale du café (OIC).

Il semblait jusque-là qu'un consensus existait entre les producteurs - que l'on dit "patriotiques" parce qu'ils font passer les intérêts de leur pays avant leurs intérêts personnels - sur le programme de défense de l'économie appliquée par le gouvernement.

La sanction qui a frappé les trois producteurs de café a provoqué une grande irritation parmi les dirigeants du COSEP qui ont appelé à une assemblée pour décider d'une position officielle. Pour le moment, ils se sont bornés à quelques déclarations confuses, généreuses en qualificatifs injurieux pour le gouvernement. Ils ont averti qu'ici, au Nicaragua, "tout peut arriver", et ils ont accusé les sandinistes de "vouloir la guerre".

LE NICARAGUA, UN MODELE POUR L'ARGENTINE ?

par Ricardo Pino Robles

Managua (ANN). L'expérience nicaraguayenne pourrait être un modèle valable pour le nouveau gouvernement argentin qui s'installera au pouvoir le 8 juillet prochain et qui devra faire face à une terrible crise économique, selon l'avis de certains observateurs indépendants.

D'après eux, le grave processus inflationniste dont souffre l'économie argentine appelle des mesures sévères au coût social élevé. Sans le concours concerté des chefs d'entreprise, du gouvernement et des travailleurs, la politique économique pourra difficilement avoir des résultats positifs.

Jusque-là l'expérience a prouvé que répondre par la répression policière et militaire au peuple qui réclame à

manger ne règle aucun problème économique. Le Chili, par exemple, est devenu un cocktail de pression sociale qui menace d'exploser à n'importe quel moment.

Durant la première quinzaine de juin, le rythme de l'inflation en Argentine a dépassé 65 % et tout indique qu'à la fin du mois, il dépassera 120 %. L'indice de l'inflation, qui était de 8,9 % en janvier, a grimpé en flèche jusqu'à atteindre en mai 78,5 %, taux record dans l'histoire économique du pays.

L'austral, monnaie nationale, a enregistré une chute à partir de la fin décembre : le change s'établissait alors à 14 australs pour un dollar. Le 16 juin, il était de 208 australs pour un dollar. Ce jour-là, le gouvernement argentin a fixé un "dollar touristique" (pour l'achat des billets d'avion) à 246 australs pour un dollar. Celui-ci s'achète au marché noir entre 380 et 400 australs. La dévaluation de la monnaie argentine a donc été de 1500 % depuis la fin décembre.

La décision gouvernementale d'augmenter le salaire minimum à 8700 australs (41 dollars) au mois de juin signifie une augmentation de 117 % mais l'inflation accumulée de mai-juin dépasse les 200 %. Le pouvoir d'achat continue donc de se dégrader. La veille de la dernière dévaluation, le 15 juin, la fondation de recherches pour le développement (FIDE) a fait savoir que le montant mensuel du "panier de la ménagère" s'élevait à 35'000 australs (175 dollars), c'est-à-dire quatre fois le montant du salaire minimum. De plus, une enquête réalisée par une commission formée de délégués du patronat, du syndicat de la confédération générale du travail (CGT) et du gouvernement révèle qu'entre 7 % et 11 % des travailleurs ne touchent pas le salaire minimum.

D'autres indices de la crise qu'affronte l'Argentine apparaissent dans sa situation industrielle. Le président de l'Union industrielle argentine (UIA), Gilberto Montagna, a signalé que 60 % des petites et moyennes entreprises ont cessé toute activité ce mois-ci. L'industrie chimique et pétro-chimique connaît une chute de 50 % de sa production en juin, relativement au mois de juin 88. L'Association de la construction automobile (ADEFA) a indiqué qu'entre mai 88 et mai 89 la production automobile a baissé de 73 %. La vente d'automobiles a diminué de 34 % entre avril et mai 89. L'Association de constructeurs de tracteurs (AFATA) compte 67 % de vente en moins au mois de mai par rapport à avril.

Les répercussions sociales de la crise s'aggravent, les menaces d'explosion sociale demeurent. Elle pourrait être plus grave encore qu'en mai dernier, quand des vagues de personnes sans ressources ont dévasté des supermarchés dans plusieurs villes du pays.

Face à cette situation économique, la position de la CGT a été de repousser toute politique économique qui signifierait "plus de souffrance et de détresse sociale, aux con-

séquences imprévisibles". Les observateurs signalent que de nouvelles mesures vont aggraver la situation sociale dans ce pays où, sur 30 millions d'habitants, 9 entrent dans la catégorie des "faibles ressources".

Selon certains observateurs politiques, l'exemple nicaraguayen pourrait servir de référence aux Argentins en trois aspects : l'impulsion d'un processus de concertation économique, sociale et politique servant d'appui à une réforme, sur la base d'un projet national de développement dans le but de conquérir l'indépendance économique et favoriser l'unité latino-américaine.

DEMOCRATIE MADE IN USA

Managua, juin (ANN). Malgré les "nuances" de la politique extérieure des Etats-Unis, une de ses constantes est son agressivité à l'égard de l'Amérique centrale et en particulier du Nicaragua, qui subit actuellement un nouvel assaut de Washington contre son processus électoral.

La "National Endowment for Democracy" (NED), avec un financement de 3,5 millions de dollars destiné à l'opposition de droite, prétend déstabiliser la révolution sandiniste. La semaine dernière, le "New York Times" et "Barricada" ont publié le projet de la NED avec les détails du budget qu'elle destine à l'opposition nicaraguayenne. Ce projet est d'ores et déjà approuvé par le Congrès des Etats-Unis.

Au milieu des contradictions qui agitent la politique extérieure des Etats-Unis envers le Nicaragua, il semble qu'il y ait eu certains frottements entre la NED et la CIA, celle-ci voulant garder la prérogative des actions déstabilisatrices contre la révolution sandiniste.

Tout cela ne signifie pas que Bush ait opté complètement pour la ligne de Reagan. Selon certains analystes étatsuniens, il voudrait la nuancer, l'affiner, mais avec le même objectif : disqualifier le sandinisme comme projet viable au Nicaragua. La NED poursuit ouvertement ce but par le biais de certaines organisations et institutions de "façades" qui distribuent des fonds à l'opposition nicaraguayenne la plus réactionnaire et la plus soumise aux intérêts de Washington. L'idée est d'adopter des méthodes d'ingérence plus dissimulées, après l'échec fracassant de l'option militaire. Des millions de dollars "d'aide" et "d'assistance" vont être versés à l'opposition politique qui a trouvé, avec cette campagne électorale, sa poule aux oeufs d'or.

Quelques éléments concrets de l'activité de la NED éclairent l'orientation de cette nouvelle campagne des Etats-Unis contre le Nicaragua.

LA NED : UNE FAÇADE DE LA CIA

La NED a été créée en 1983 par le Congrès de Etats-Unis, à la demande de l'Administration Reagan, dans le but de "promouvoir la démocratie à l'extérieur" et d'appuyer la politique des Etats-Unis. Elle a assumé de nombreux programmes qui dans le passé étaient confiés directement à la CIA, l'idée étant d'affiner la division du travail en matière de politique extérieure.

Généralement la NED intervient de manière ouverte (bien que discrète) dans les institutions politiques, patronales, syndicales et corporatistes, avec l'objectif d'appuyer et d'organiser les forces pro-étatsuniennes. Le type d'intervention de la NED est moins "cru", plus systématique et sophistiqué que celui de la CIA.

Elle cherche à pénétrer le système politique et idéologique du pays en s'introduisant dans les organisations et les réseaux de communication, d'éducation, de culture.

Elle a développé ses programmes non seulement dans les pays "ennemis" des Etats-Unis (Nicaragua, Afghanistan, Panama etc...) mais également dans de nombreux pays alliés en accord avec les intérêts américains.

Des personnalités de grande influence font partie de la NED, entre autres Henry Kissinger, Allen Weinstein, Charles Marnatt (ancien responsable du parti démocrate), Walter Raymond jr. (expert de la CIA en matière de propagande et de guerre psychologique).

COMMENT INTERVIENT LA NED ?

(voir bulletin de la semaine dernière).

La NED reçoit un budget annuel du Congrès. Elle ne distribue pas directement ses fonds aux groupes étrangers mais passe par des organismes de façade, dont les quatre principaux sont présents au Nicaragua:

- "Free Trade Union Institute" (Institut pour le syndicalisme libre) qui établit des liens avec les syndicats.
- "Center for International private Enterprise" (Centre pour l'entreprise privée internationale) qui établit des liens avec l'entreprise privée.
- "National Democratic Institute for International Affairs" (Institut national démocratique pour les affaires internationales) qui établit des liens avec les partis politiques.
- "National Republican Institute for International Affairs" (Institut national républicain pour les affaires internationales) qui établit également des liens avec les partis politiques.

Il faut ajouter le "Delphi Institute" qui, dans le cas du Nicaragua, a soutenu par centaines de milliers de dollars le quotidien *La Prensa*.

LA NED AU NICARAGUA

La NED est engagée au Nicaragua depuis 1984. Entre 84 et 88 elle a versé environ un million de dollars aux partis politiques, à *La Prensa*, au COSEP, etc..., d'autres fonds étant destinés à la Contra à l'extérieur du pays.

En septembre 88 le Congrès a approuvé une "aide" de deux millions de dollars et trois millions supplémentaires viennent d'être proposés pour faire face aux "mois critiques" de la campagne électorale.

A partir des accords d'Esquipulas, la NED a intensifié son intervention, définissant ainsi ses objectifs : "A partir d'Esquipulas, nous définissons trois objectifs: appuyer l'opposition interne, lancer un avertissement aux sandinistes, étudier les possibilités pour l'opposition civique de profiter de l'ouverture d'Esquipulas".

Selon le directeur de la NED, Carl Gershman, le processus électoral est une "occasion en or" pour organiser une campagne politique antisandiniste massive dans le but de "battre politiquement" la révolution dans le meilleur des cas, de la mettre à mal et de renforcer les forces antisandinistes dans le pire des cas.

FAIRE SORTIR LA DEMOCRATIE DU CERCLE DES PARTIS POLITIQUES.

Une entrevue avec Orlando Nuñez

par Sergio Ferrari

Managua, 19 juin (ANN). Repenser le concept de démocratie à partir des différents aspects de l'activité humaine et grâce à l'apport de personnalités du monde entier, tel est l'objectif principal du forum "Démocratie et Révolution" qui aura lieu à Managua les 17 et 18 juillet prochains.

Des personnalités de tous les horizons politiques et de tous les secteurs d'activités participeront à une large discussion "pour porter au sein de la société civile" le débat sur la démocratie, explique Orlando Nuñez, directeur du Centre de recherche et d'études sur la réforme agraire (CIERA) et organisateur de la rencontre. "Il faut faire sortir la démocratie du cercle des partis politiques, des parlements, des syndicats, des gouvernements, non parce que nous nous opposons à ce qu'elle soit là, mais parce que nous sentons qu'elle y est à l'étroit".

Essayant de définir le propos essentiel du forum, O. Nuñez précise: "Si la démocratie est réellement la gestion de plus en plus collective du pouvoir et de la richesse, il faut porter la discussion à son sujet dans la société civile, où il n'y a pas seulement les partis, mais aussi les scientifiques, les artistes, les écologistes, les mouvements religieux, les groupes ethniques, les mouvements de libération nationale, et une quantité infinie d'organisations. Ce sera la force principale du forum auquel participeront aussi, évidemment, les politisés".

Les personnalités invitées - dont beaucoup sont latino-américaines - viennent de 60 pays. Parmi elles figurent entre autres Ernesto Sabato, Rafael Alberti, Adolfo Pérez Esquivel, Charles Bettelheim, José López Portillo, Luis Echeverría, Jesse Jackson, Alfonso Barrantes, Jeanne Kirkpatrick, Norberto Bobbio, Alice Walker, Sergio Méndez Arceo, Silvio Rodríguez, Paul Richard, Pierre Galan, Ernest Mandel.

Le comité organisateur, quant à lui, est tout aussi large. Aux côtés d'O. Nuñez, on trouve Mauricio Díaz, du Parti populaire social-chrétien, Cesar Jérez, religieux et directeur de l'Université centraméricaine, Rafael Montealegre, grand propriétaire du coton et Ernesto Cardenal, président du Conseil national de la culture.

Nous avons interrogé O. Nuñez pour en savoir en peu de plus.

ANN : Un si grand nombre de personnalités ne remet-il pas en cause le propos-même du forum, qui est de déplacer le débat vers la société civile dans son ensemble, c'est-à-dire aussi vers la base ?

O. Nuñez : Ces personnalités ne sont pas coupées du peuple car elles représentent de très nombreux secteurs. A notre avis, le concept de personnalités n'exclut pas celui de représentativité populaire. 1'200 personnes vont venir débattre, car on ne peut faire participer 5 millions d'individus. Mais la démocratie n'est pas seulement une question de quantité...

ANN : Pourquoi, après dix ans de révolution, organiser un forum autour de ce thème ?

O. Nuñez : La pratique autant que la réflexion nous ont fait prendre conscience qu'en fait la gauche. Du moins la gauche latino-américaine a commis une erreur en abandonnant à la bourgeoisie la bannière de la démocratie.

Aujourd'hui, les mouvements de libération nationale, et en premier lieu le mouvement sandiniste, ont arraché définitivement ce drapeau à la bourgeoisie. Non seulement parce qu'ils l'ont assumé consciemment et avec passion, mais aussi parce qu'ils l'ont intégré à leur stratégie de lutte et parce qu'ils ont prouvé concrètement que le meilleur complément de la vocation révolutionnaire est la vocation démocratique. Et également parce que la

démocratie libérale représentative - c'est-à-dire médiatisée et économiquement excluante - est en train de vivre ses moments les plus difficiles...

ANN : Ces affirmations semblent indiquer qu'au cours du forum la thématique et le langage vont être particulièrement "politisés".

O. Nuñez : Je crois que le débat va être politisé, mais non pas à l'usage des hommes politiques gouvernementaux ou des partis, mais à l'usage des nouvelles générations, politisé à l'usage des secteurs populaires, des nouveaux groupes ou mouvements, des nouveaux acteurs qui ont une identité très particulière et qui interviennent de plus en plus dans la bataille démocratique pour l'accès au pouvoir et à la richesse. D'où l'importance d'inviter des gens de toutes les disciplines et de tous les secteurs.

ANN : Qu'est-ce qui fait l'originalité de ce forum par rapport à d'autres rencontres qui ont eu lieu ailleurs sur des thèmes politiques semblables ?

O. Nuñez : La différence réside dans les caractéristiques des participants, qui vont en premier lieu nous permettre d'articuler la tradition démocratique avec l'expérience révolutionnaire de ce siècle. Ce sont des gens qui viennent du plus large éventail, de la gauche à la droite et ils viennent de toutes les disciplines possibles. C'est cela qui est peu habituel. Un homme politique argentin, un peintre étatsunien, un comédien colombien, un leader religieux africain, une dirigeante féministe... Tous pourront donner leur point de vue, aborder le thème depuis leur propre perspective, leur discipline, leur pays d'origine et leur position politique.

ANN : Quel résultat attendez-vous de cette rencontre ?

O. Nuñez : Nous pensons que le résultat principal sera l'exercice-même de la démocratie, l'exercice de la discussion pluraliste. Nous espérons que le peuple nicaraguayen aura un espace totalement pluraliste pour asseoir une pratique démocratique, pour fortifier et enrichir la démocratie révolutionnaire. Et nous voulons diffuser cette expérience. Nous n'écartons pas la possibilité de publier un livre en plusieurs langues pour le distribuer dans tous les milieux d'où proviennent les participants.

LES COULEURS DE LA PATRIE POUR UN PLAN ANTI-NATIONAL

par Felipe Jaime

Managua 23 juin (ANN). La révélation d'un nouveau plan de déstabilisation du Nicaragua, appelé "Plan bleu et blanc de salut national", a mis à découvert une fois de plus les manoeuvres des Etats-Unis et de l'opposition de droite pour poursuivre la "sale guerre" contre la révolution.

Le "Plan bleu et blanc" fait partie de la stratégie mise en oeuvre par Washington durant les derniers mois pour renforcer l'opposition interne, particulièrement l'extrême-droite, tant politiquement que financièrement. En complément, les organisations de droite recevront dans les prochains mois 3 millions de dollars que le Congrès des Etats-Unis a votés il y a quelques jours (voir dernier bulletin) et qui seront distribués à travers la "Fondation pour la démocratie" (*National Endowment for Democracy, NED*) durant les "mois les plus critiques" du processus électoral nicaraguayen.

Lenin Cerna, vice-ministre de l'intérieur et chef de la direction générale de la Sécurité de l'Etat, après avoir révélé l'existence du plan de déstabilisation au cours d'une conférence de presse qui a eu lieu le 22 juin, a signalé qu'il a été élaboré à l'étranger (aux Etats-Unis). Le "brouillon" en a été discuté à Managua entre le chargé d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis, John Leonard, et le chef d'entreprise Enrique Bolaños accompagné d'autres opposants.

Il s'agit en fait d'une plate-forme de gouvernement "que l'on tente d'imposer aux partis d'opposition" sous la menace de "ne plus recevoir de financement des Etats-Unis", selon les déclarations de Lenin Cerna devant la presse nationale et étrangère. L'introduction du document, qui a plus de quarante pages, signale qu'il a été élaboré par "une grande équipe d'experts" qui ont travaillé "pendant plusieurs années" et qu'il "représente la planche de salut d'une révolution qui a été détournée et dénaturée".

Le plan dans ses aspects essentiels, propose la disparition du service militaire patriotique, le démantèlement de l'armée, un système démocratique "à l'occidentale", une économie "démocratique" de marché et la privatisation pour "démocratiser la propriété". Il propose en outre de changer la constitution, la loi électorale, la loi sur les médias et d'autres aspects juridiques.

"Cette plate-forme tente de concilier les intérêts de la Contra qui est à l'étranger et ceux de l'opposition interne, l'objectif étant qu'elle soit acceptée sans conditions par tous", a souligné le vice-ministre. Il a également expliqué que ce plan est une des pièces d'une stratégie de plus grande dimension destinée à remettre en cause le pro-

cessus électoral et pour ce faire exercer des pressions afin que le gouvernement nicaraguayen ne respecte pas les engagements pris par les cinq présidents centraméricains à San Salvador le 14 février dernier.

Le chef de la sécurité a rappelé que l'attitude de Washington est semblable à celle qu'avait adoptée, lors des élections de 1984, l'Administration Reagan qui avait fait pression sur plusieurs partis d'opposition pour qu'ils ne participent pas au scrutin. Certains, comme le Parti social démocrate (PSD), s'étaient abstenus en prétextant "l'absence de conditions".

"Actuellement, a précisé Lenin Cerna, le Conseil supérieur de l'entreprise privée est le "moteur idéologique" et joue le rôle d'intermédiaire entre l'opposition et la Maison Blanche". Il a révélé que la direction du COSEP réalise actuellement une campagne nationale et internationale - rappelant à ce propos son intervention lors de la réunion de l'Organisation internationale du travail à Genève - pour chercher un financement et avoir une plus grande marge de manoeuvre pour boycotter les élections de février 1990. En parallèle, la Maison Blanche se dispose à faire entrer au Nicaragua trois mille contras en provenance du Honduras pour poursuivre les actions militaires. "La guerre n'est pas terminée" a affirmé Lenin Cerna. "Ces attitudes et le "Plan bleu et blanc" violent nos lois, c'est pourquoi, si la direction du COSEP et les dirigeants politiques favorables à Washington s'obstinent, nous prendrons les mesures nécessaires" a-t-il averti. Selon lui, tous ces projets contre le Nicaragua sont pensés et exécutés par des fonctionnaires de la Maison Blanche qui, avec le "Plan bleu et blanc", a révélé son "modus operandi" pour les prochains mois.

Toutes ces actions indiquent que le gouvernement des Etats-Unis, dans son agression contre le Nicaragua, privilégie désormais l'opposition interne comme "fer de lance" de son intervention et a fait passer la Contra au second rang.

Le plan de déstabilisation, les trois millions de dollars de la "Fondation pour la démocratie", les affirmations constantes que le Nicaragua fournit des armes à la guérilla salvadorienne, le refus du dialogue: autant d'armes au service d'un seul objectif, détruire la révolution. Cependant, le Nicaragua a respecté les engagements pris par le président Ortega au sommet de San Salvador: il a avancé la date des élections, il a réformé la loi électorale et la loi sur les médias, il a libéré les anciens gardes somozistes et a offert un plus grand espace à l'opposition.

EN BREF :

RELATIONS ETATS-UNIS/NICARAGUA: LE CARDINAL OBANDO PROPOSE COMME MEDIA-TEUR

Managua, 23 juin (ANN) Le cardinal Obando a déclaré le 22 juin qu'il ne pouvait accepter le rôle de médiateur entre les Etats-Unis et le Nicaragua proposé par le président Ortega, dans la mesure où une des deux parties, les Etats-Unis, pose des conditions à la négociation.

Quelques jours avant, le 19 juin, le chef de l'Etat avait rencontré le cardinal pour lui demander de se charger d'une médiation afin de rétablir les conversations entre les deux pays. Mais l'Administration Bush avait rejeté la proposition du Nicaragua, signalant qu'elle ne pouvait en tenir compte à moins que "certaines conditions soient remplies, comme des élections libres".

Par ailleurs, certains dirigeants de l'opposition liés à la *Coordination démocratique nicaraguayenne* et au *Conseil supérieur de l'entreprise privée* avaient rendu visite au cardinal pour lui manifester leur désaccord à propos de la mission qui lui avait été demandée. Ils estiment en effet que le gouvernement doit discuter avec l'opposition et non avec un pays étranger. Certains ont même accusé le cardinal d'être "manipulé", provoquant une réaction ferme du prélat qui a expliqué qu'il s'agit "d'oeuvrer pour le bien du pays".

Après avoir reçu la réponse du cardinal, le président Ortega l'a remercié de son attitude et de sa "grande disposition" à étudier la possibilité d'une médiation et a critiqué la position des Etats-Unis. Rappelant tous les efforts de dialogue réalisés par son gouvernement, "avec les partis, avec les producteurs et même avec la Contra" il a signalé: "maintenant, il ne manque plus que le dialogue avec les Yankees". De son côté, le vice-ministre des Relations extérieures, Victor Tinoco, a souligné que le Nicaragua continuerait à demander des conversations avec Washington pour normaliser les relations entre les deux pays.

Récemment, le cardinal Obando s'était prononcé, avec 900 évêques latino-américains, en faveur de la levée de l'embargo commercial exercé par les Etats-Unis contre le Nicaragua depuis quatre ans.

MORT DE "COLINA", UN CHEF DE LA CONTRA

Chontales, 20 juin (ANN). Eduardo Espinoza Gonzales, alias "Colina", ancien garde somoziste et chef d'un bataillon contra, vient de mourir au cours d'un affrontement avec les troupes sandinistes, à 13 kilomètres de Santo Domingo, département de Chontales.

Colina commandait un bataillon de 40 contras, récemment approvisionnés grâce à l'aide "humanitaire" de l'Administration Bush. Colina était connu dans la région pour ses menées terroristes contre les communautés paysannes, qu'il obligeait à collaborer militairement et économiquement.

Avant le triomphe de 1979, Colina avait servi pendant quatre ans dans la garde somoziste. En 1979, il s'était enfui au Costa Rica, de là au Salvador, au Guatemala puis au Honduras, dernière étape avant de s'intégrer à la Contra, en 1981. Après avoir pris contact avec Bermúdez, Colina était allé faire un entraînement militaire de 18 mois aux Etats-Unis. La mort de Colina a été qualifiée de "coup important et nécessaire" par Cesar Delgado, chef de l'état-major de la région.

ECHEC D'ALFREDO CESAR A LA REUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Stockholm, 21 juin (ANN). Le Parti social-démocrate (PSD) du Nicaragua ne remplit pas les conditions pour devenir membre de l'Internationale socialiste, a expliqué dans une entrevue exclusive accordée à l'ANN un haut dirigeant de cette organisation.

"Nous considérons que ce parti ne remplit pas les conditions, surtout en ce qui concerne son histoire" a déclaré Torbjorn Jagland, secrétaire général du Parti travailliste de Norvège.

T. Jagland, qui préside la commission des finances, a précisé que tout parti qui souhaite devenir membre de l'Internationale socialiste doit "se prononcer en faveur de la démocratie, oeuvrer pour les droits de l'homme et avoir une structure interne démocratique".

Quelques heures avant, la commission des finances avait rejeté la demande d'intégration faite par le président du PSD, Guillermo Potoy, qui avait fait le voyage en Suède pour tenter de participer au XVIII Congrès de l'Internationale socialiste tenu les 20 et 21 juin. Il était accompagné de Carlos Hurtado, secrétaire à l'organisation du PSD, récemment revenu au Nicaragua après avoir été membre pendant plusieurs années de la Contra.

"Personne n'a pris la parole pour s'exprimer en faveur du PSD nicaraguayen" a souligné T. Jagland, qui a nié toute possibilité que le plénum du Congrès accepte la demande de G. Potoy.

Le président de la commission des finances a par ailleurs également nié qu'Alfredo Cesar, G. Potoy et C. Hurtado aient été invités par l'Internationale socialiste à participer à son Congrès. "Je n'ai aucune information à ce sujet", a-t-il précisé.

Alfredo Cesar avait prévu d'aller à Stockholm, n'a pu finalement sortir du Nicaragua compte tenu qu'il n'avait pas de passeport.

COLLABORATION ENTRE L'ANN ET "TRINCHERA", le journal du mouvement syndical

Managua, juin (ANN). L'ANN et *Trinchera* viennent de signer un contrat de coopération pour resserrer leur collaboration sur le plan de l'information, de l'illustration et de la distribution de leurs produits.

Chaque semaine, l'ANN fournira à *Trinchera* une sélection d'informations sur la situation syndicale et économique nationale et la situation internationale. Elle offrira également des services spéciaux sur des thèmes divers. En échange, l'ANN pourra utiliser certains articles et entrevues réalisées par *Trinchera* et susceptibles d'intéresser ses abonnés à l'étranger.

Les deux institutions échangeront leur matériel photographique et assureront la promotion mutuelle de leurs produits.

LE XÈME ANNIVERSAIRE SERA UNE DEMONSTRATION DE LA FORCE POPULAIRE

Managua, 23 juin (ANN) La célébration du Xème anniversaire de la révolution sera une démonstration, devant le monde entier, de la force et de l'influence du FSLN, a affirmé Carlos Nuñez, membre de la Direction nationale du Front sandiniste.

Carlos Nuñez, qui préside le comité organisateur des festivités a annoncé qu'à cette occasion, la révolution rendra hommage aux héros et martyrs qui ont lutté contre la dictature, aux 50'000 Nicaraguayens qui ont donné leur vie lors de l'offensive finale ainsi qu'aux "victimes des atrocités de l'armée mercenaire de la Contra qui sont tombées au cours de ces dix années". De plus, l'ordre du Xème anniversaire sera remis aux délégués de 162 comités de solidarité venus de 67 pays, qui seront réunis les 20, 21 et 22 juillet pour les IIIèmes rencontres internationales de la solidarité, au cours desquelles 231 représentants échangeront leurs expériences et définiront les projets pour l'avenir.

Au programme des activités figurent également la Vème feria de la solidarité, les 22 et 23 juillet, et le IIème festival du livre, qui se tiendra du 20 au 25 et pour lequel ont été invités des maisons d'édition et des intellectuels du monde entier.

Le 17 et 18, 1.200 personnalités nationales et étrangères débattront sur le thème "démocratie et révolution".

Le 19 juillet, au cours de la cérémonie centrale pour laquelle on attend 300'000 participants, l'ordre du Xème anniversaire sera remis à deux mille militants sandinistes qui se sont particulièrement distingués dans les tâches imposées par la révolution ainsi qu'à des personnalités étrangères qui ont apporté leur contribution au processus nicaraguayen.

Certaines de ces activités sont financées grâce à l'appui de différents organismes internationaux comme OXFAM belge, l'Institut espagnol de coopération et la Fondation Friedrich Ebert d'Allemagne fédérale. Carlos Nuñez a précisé que tous les délégués qui participeront à la célébration du Xème anniversaire assumeront les frais occasionnés par leur séjour dans la capitale.

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

